

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 357

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le dernier masque

Les thèmes développés par Jeanlouis Cornuz au long de ses articles sur l'espéranto ont donc suscité un écho important parmi les lecteurs de DP. Ci-dessous, la réflexion d'un lecteur qui élargit le problème (« l'Occident socialiste prendra-t-il conscience de la réalité et de la solidité des frontières linguistiques qui devront, tôt ou tard, s'ouvrir avec les autres ? ») jusqu'à lui donner une dimension politique, dimension qui n'est du reste pas contestable (Réd.).

C'est bien connu, personne à l'étranger ne croit plus à la Suisse neutre, libre et pacifique, accueillant les réfugiés d'où qu'ils viennent, modèle de la plus avancée des démocraties, etc.

Bien au contraire.

L'Helvétie, en descendant de son pâturage, est devenu l'abjection même : banquier, il est complice des rois pétroliers et autres maffiosi ; financier, il est le gnome de Zurich qui œuvre au chaos monétaire international ; industriel, il est ce fabricant de canons trop soucieux d'exporter la qualité suisse (vous savez bien, la petite arbalète...).

Las ! Nous ne sommes plus aimés, on ne nous respecte plus. Et le dernier de nos beaux masques d'autrefois, certains même l'utilisent pour achever de nous rendre monstrueux.

Qu'on en juge :

Nos voisins, qui s'attachent à construire la grande Europe des Etats-nations, se sont penchés ces temps-ci sur le problème des langues européennes. Question : Quelle sera la langue commune aux Européens de demain ? Parlera-t-on anglais, français, espéranto, occitan ? Tel fut notamment le centre des débats du colloque « Langues et construction européenne », tenu à Paris il y a plusieurs mois déjà, dont les actes enfin sont apparus dans les librairies romandes. Organisé par l'Association linguistique franco-européenne (ALFE) et la Confédération des travailleurs intellectuels (sic) de

France, ce colloque est parvenu à de stupéfiantes conclusions : les Européens de l'an 2000 ne parleront pas entre eux l'anglais, réservé aux Etats-Unis et à leurs vassaux, ni le français (le XVIII^e siècle est passé), ni l'allemand, pour certaines raisons historiques, ni l'espéranto — ce serait trop simple — ni aucun autre idiome susceptible de devenir la seconde langue de tous les Européens, non.

Chacun pratiquera sa propre langue nationale, simplement. Ce sera l'unité dans la variété.

Et si, par extraordinaire, il venait à l'esprit d'un Européen du sud de causer avec son voisin du nord, eh bien qu'il apprenne l'allemand, le danois et le néerlandais, tout comme l'autre apprendra l'espagnol, l'italien et le portugais.

Car l'Europe se fera un devoir — et un plaisir — de leur proposer l'apprentissage de toutes les autres langues européennes : les budgets des ministères de l'éducation décupleront à cet effet, chaque pays formera des milliers de professeurs de portugais, de néerlandais, de danois et, trônant, l'audio-visuel rendra le paysan espagnol polyglotte, et linguiste le pêcheur norvégien.

Vraiment ?

Non. Ce ne sont là qu'utopies de politiques, divagations de ceux-là mêmes qui discutent, au Parlement européen, par interprètes interposés ; et pourtant les langues officielles de la Communauté ne sont que six ! Demain, il y en aura peut-être neuf ; et après-demain ?

Construire l'Europe linguistique en additionnant ses langues, rien n'est plus antidémocratique : l'entente passe obligatoirement par la communication ; celle-ci ne serait donc l'apanage que de quelques érudits, une « élite », et bien sûr des administrations employant, en grand nombre, interprètes et traducteurs.

Pour la base, pour les peuples européens, comme d'habitude la méthode Assimil. Les pays de notre continent vivraient comme ils ont toujours vécu : juxtaposés, étrangers, souvent hostiles.

Et où la Suisse doit rougir, c'est quand on la fait en quelque sorte complice de ces noirs desseins ;

lors de la séance d'ouverture du colloque, Pierre Auger, président de l'ALFE, illustre physicien mais piètre linguiste, a justifié ainsi l'utopie linguistique européenne :

« Il faut enfin dire un mot des objections qui sont faites parfois à cet effort de diffusion des langues des différents Etats de l'Europe. Que la diversité des langues ne soit pas un obstacle à une intégration au sein d'une unité sociale, intellectuelle et morale aussi bien qu'économique et politique est démontré, entre autres, par l'exemple de la Suisse, la Confédération helvétique. Trois des grandes langues de l'Europe y sont non seulement pratiquées, mais considérées comme langues maternelles (!), l'allemand, le français, l'italien. Une quatrième, le romanche y possède aussi sa place (laquelle ?) et son originalité propre. Cependant malgré cette diversité et une Constitution par canton — et même par Etat, comme celui de Genève (?) — l'unité de la nationalité suisse est bien connue. »

Cette Suisse de vachers fraternels et polyglottes, autant dire de gruyère d'Emmenthal, c'est notre dernier masque.

Aurons-nous le courage de l'arracher ?

Jean-Daniel Bosko

Tribunal des crimes contre les femmes : la tribune et les coulisses

Réponse féministe à l'année de la femme et au Congrès de Mexico organisé par l'ONU, le Tribunal international des crimes contre les femmes (Bruxelles, 4 au 8 mars 1976) a été financé et organisé par nous-mêmes, féministes de plus de vingt pays, indépendamment des partis et des gouvernements. Des femmes s'exprimant en leur nom propre ont dénoncé les crimes suivants : — Crimes médicaux et gynécologiques (avortements, manque de contraception, maternité et sté-